

JEUDI 21 AVRIL 2016

I
**Procès CNSS: Une jurisprudence
attendue sur la preuve pénale**
Voir page 25

L'ECONOMISTE



LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU MAROC

EDITORIAL
Chômage

AVEC 1,2 million de chômeurs déclarés en tant que tels, un autre million de personnes sous-employées et à peu près autant qui travaillent mais ne sont pas payées (les catégories se recoupent partiellement), l'emploi au Maroc s'est terriblement dégradé. Il est le premier des soucis des Marocains.

On se demande même pourquoi ils n'expriment pas leurs attentes de manière plus forte: dans les villes, toutes, absolument toutes les familles sont touchées; toutes en leur sein. Elles le sont encore davantage si leurs jeunes ont fait des études. Ce qui est en même temps une injustice et un gaspillage absolu.

Depuis l'Indépendance, le ministère de l'Emploi compte pour rien du tout dans les équipes gouvernementales. Les méchantes langues racontent qu'on y mettait n'importe qui, en général celui qui pleurait le plus fort pour devenir ministre.

On a pensé qu'avec la démocratisation de la vie politique, l'obligation de rendre compte aux citoyens finirait par devenir une exigence de la gouvernance. Surtout en matière d'emplois.

Pas du tout. Au contraire.

Le PPS, le parti le plus «rentable» du Maroc (4 ministres pour seulement 18 élus à la Chambre des représentants!) paraissait génétiquement plus soucieux de l'emploi.

En réalité, on est allé de mal en pis. Le changement de titulaire n'a rien arrangé: même le vocabulaire de base de la politique de l'emploi n'est plus maîtrisé. L'administration est paralysée; le ministère marginalisé. Les entreprises publiques du secteur mangent tranquillement leur budget et personne ne leur demande des comptes.

Combien de fois le ministre de l'Emploi, combien de fois un ministre pris au hasard, combien de fois le chef de gouvernement lui-même, ont fait de la lutte contre le chômage le thème d'un discours? Quant à en faire l'axe d'une politique... □

Nadia SALAH

Assurance auto

Libéralisation, phase II

- L'individualisation du tarif arrive
- Information, délais, clauses de contrat... sous haute surveillance
- Le régulateur veut recadrer les relations avec les compagnies

Voir Analyse pages 2 à 5



Enseignement supérieur

Le virage décisif de l'orientation

UNIVERSITÉS privées, grandes écoles, double diplomation, médecine privée... l'offre de l'enseignement supérieur se diversifie. En même temps, les filières se multiplient avec l'automobile, l'aéronautique, les énergies renouvelables... De nouvelles spécialités sont ouvertes telles que les terres rares, le schiste bitumineux, les batteries au lithium ou encore la gériatrie.

D'autres seront bientôt lancées dans le big data, Internet des objets, digital... Le changement est en marche. Ce qui renseigne sur les mutations rapides du marché de l'emploi. Le constat aujourd'hui est que la technicité des profils est plus prisée. Et c'est aux étudiants de négocier le bon virage de l'orientation pour s'offrir la meilleure carrière. □

Voir cahier central

■ **Maroc-UE: Pour le CMC, le gel de l'accord agricole, une menace**

Voir De Bonnes Sources

■ **Point de droit: Contester sa facture d'électricité**

Voir page 24

Votre courrier pages 20 & 21

Le Club de
L'ECONOMISTE

POSEZ VOS QUESTIONS À

Ilyas El Omari Secrétaire général du PAM

Envoyez vos questions par mail : courrier@leconomiste.com.
Avant le lundi 25 Avril

